22 mars 2024

Cour d'appel de Paris

RG n° 23/06380

Pôle 6 - Chambre 13

Texte de la décision

Entête

COUR D'APPEL DE PARIS

Pôle 6 - Chambre 13

AFFAIRES PRUD'HOMALES

PARTIES EN CAUSE :

[2]

c/

[] [X], représenté par Me [N], avocat au barreau de PARIS, toque : P0503 - N° du dossier E00039BR

N° RG 23/06380 - N° Portalis 35L7-V-B7H-CIJQF

Sur appel d'un jugement

rendu le 05 Juillet 2023

par le Pole social du TJ de [Localité 3]

ORDONNANCE DE DESISTEMENT RECTIFICATIVE

(N° , 1 page)

Nous, Raoul Carbonaro, président, agissant en qualité de magistrat chargé d'instruire l'affaire inscrite au rôle ci-dessus visée conformément aux articles 939 à 945 - 1 du code de procédure civile, assistée de Fatma Deveci, greffière,

Exposé du litige

Vu les articles 400, 401, 403 et 405 et suivants du même code,

La [1], appelante, a, suivant courrier parvenu au greffe le 5 février 2024,

Dispositif

déclaré se désister de l'appel interjeté par elle du jugement n°RG : 19/01999 rendu le 5 juillet 2023 par le tribunal judiciaire de Créteil.

Le désistement d'appel est régi, y compris en matière de sécurité sociale, par les dispositions du code de procédure civile et en particulier par l'article 401 de ce code aux termes duquel le désistement de l'appel n'a besoin d'être accepté que s'il contient des réserves ou si la partie à l'égard de laquelle il est fait a préalablement formé un appel incident ou une demande incidente.

En l'espèce le désistement de la partie appelante est parfait, en l'absence d'appel incident ou de demande incidente préalables de la part de M. [X], intimé.

Il y a donc lieu de constater, en application des articles 384 et 385 du code de procédure civile, l'extinction de l'instance.

EN CONSÉQUENCE :

CONSTATONS le désistement d'appel parfait de la [1],

CONSTATONS l'extinction de l'instance,

ANNULONS les convocations pour l'audience prévue le 2 avril 2024 à 13h30.

Fait à [Localité 4], le 22 mars 2024

La greffière, Le président.